



« Ces “pauvres Grecs” trichent depuis 15 ans »

Diagnostic. Pour le banquier Jean-Marc Forneri, l'Europe peut s'en sortir... à quatre.

Le Point : L'accord du 27 octobre sur la Grèce met-il fin à la crise de l'euro ?

Jean-Marc Forneri : Non, cette crise n'est pas une crise monétaire ou financière. Il s'agit d'une crise éminemment politique et elle n'est pas finie : que donnera le référendum grec annoncé par Papandréou ? L'Europe est en train de payer le prix de quinze ans d'endettement massif et de perte de compétitivité face aux pays émergents. Dans le domaine salarial, mais aussi en matière de recherche et développement.

Comment en est-on arrivé là ?

On a refusé de voir que le monde avait changé depuis la guerre de l'opium. La Chine est aujourd'hui une grande nation capitaliste, mais les Européens continuent à croire que l'Europe vit isolée dans son petit cocon. La crise de l'euro est avant tout l'expression de l'incapacité de l'Europe à s'adapter au nouvel environnement mondial.

Tous les Européens sont-ils dans le même sac ?

Je distinguerais les pays qui ont un Etat fort, capable de faire les réformes, et les autres. En Italie, l'Etat est incapable de se réformer, de se moderniser. C'est la même chose en Grèce. Tous les soirs, les journaux télévisés tentent de nous faire pleurer sur le sort de ces pauvres Grecs. Mais il ne faut pas oublier que depuis quinze ans tous les Grecs, de l'ouvrier à l'homme politique, en passant par l'armateur, ont institué la fraude en système de fonctionnement. Fraude fiscale, bien sûr, mais aussi aux subventions européennes et même aux statistiques.



Aujourd'hui, la fête est finie.

La France est-elle en mesure de donner des leçons ?

La France est un paradoxe. L'Etat y est très fort, très organisé. Mais aussi relativement impuissant. Nous sommes incapables de prendre des décisions difficiles. Pour deux raisons. L'une tient au poids des corporatismes, qui reste très fort. L'autre, il faut bien le reconnaître, parce que jusqu'ici nous avons bien vécu. Nous sommes même passés à travers la crise de 2008. Nous n'avons pas eu de choc, une cristallisation, qui aurait permis de conduire de vraies réformes.

Comment l'Europe peut-elle s'en sortir ? Par le fédéralisme ?

A 27, ce n'est pas possible. A 17, non plus. On pourrait envisager la solution d'une petite Europe à 4, incluant l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne, avec des règles budgétaires et fiscales communes. Et dans leur sillage, bien sûr, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg.

La Grèce sauvée peut-elle rester dans l'euro ?

Écoute. L'inspecteur des Finances Jean-Marc Forneri, président de Bucéphale Finance, fait partie des « visiteurs du soir » de l'Elysée.

« En France, nous sommes incapables de prendre des décisions difficiles. A cause du poids des corporatismes. Et parce que jusqu'ici nous avons bien vécu. »

Si la Grèce prend les mesures fiscales et de rigueur indispensables, elle pourra rester dans l'euro. Pour autant qu'elle en décide ainsi lors du référendum à venir. Mais aujourd'hui elle n'est pas sauvée. Jusqu'à présent, les plans de rigueur adoptés ne servent à rien dans la mesure où la Grèce est incapable de recouvrer l'impôt.

En faisant passer le Fonds européen de stabilité financière (FESF) de 440 à 1000 milliards d'euros, sans apporter 1 centime, n'a-t-on pas créé des « subprimes » européennes ?

A mon avis, la limite du système, c'est la confiance que lui feront les prêteurs. Ce n'est pas parce que le FESF sera prêt à garantir 10, 20 ou 30 % de la créance que les prêteurs voudront revenir. L'Europe est dans la situation d'un couple qui veut emprunter pour acheter un appartement et qui doit montrer ses fiches de paie. Il lui faut apporter la preuve de sa capacité à réduire le train de vie de ses Etats, à maîtriser le coût du travail, à fortifier son système bancaire.

Après l'abandon de 50 % des créances privées sur la Grèce, l'Etat ne devra-t-il pas recapitaliser les banques ?

Techniquement, les banques françaises n'ont pas besoin d'être recapitalisées. Mais, notamment pour rassurer nos partenaires américains, je pense qu'il faut renforcer leurs fonds propres d'une dizaine de milliards de dollars. Cet argent peut être pris en distribuant moins de dividendes ou grâce à des cessions d'actifs. De toute façon, l'Etat, en France, n'a pas les moyens de les recapitaliser.

L'idée de taxer les transactions financières pour alimenter le budget des Etats est-elle une bonne solution ?

C'est une fausse bonne idée. N'oublions pas que rien n'est plus simple à délocaliser que la finance ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MÉLANIE DELATTRE